

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 31 MAI 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI -

EDITORIAL

LA DETENTE EST-ELLE REMISE EN CAUSE EN AFRIQUE ?

Les commentateurs politiques mettent l'accent sur la remise en cause de la détente. Les derniers événements d'Afrique ainsi que tous les conflits qui s'y déroulent depuis plusieurs mois tendent à remettre face à face les deux super-puissances que sont les USA et l'URSS.

Les discours hypocrites -même tenus par le représentant d'un impérialisme de seconde zone comme Giscard- à l'ONU, sur le désarmement, ne peuvent cacher ce fait que la planète vit en permanence avec le danger de guerre mondiale.

Depuis la fin de la guerre du Viet-Nam l'impérialisme américain conduit sa politique dans le sens de la détente. Les problèmes, les conflits qui pourraient l'opposer à l'URSS devraient être réglés par des négociations. Les américains n'interviennent plus systématiquement pour soutenir des régimes honnis en difficulté. Carter fait mine de défendre la démocratie partout où elle n'est pas respectée. Même quand c'est l'impérialisme américain qui avait mis en place directement ou non ces régimes anti-démocratiques.

Dans la situation africaine, où l'URSS intervient indirectement par Cubains interposés, l'impérialisme américain voudrait obtenir de l'URSS quelques concessions. Notamment qu'elle mette fin à son engagement aux côtés de certains régimes ou de certaines organisations de libération nationale.

Lors de l'invasion du Shaba par les troupes FLNC -les ex-Katangais- l'impérialisme américain n'est pas intervenu directement, mais il a encouragé fortement et appuyé l'intervention française. Les américains ont même fourni le matériel de transport nécessaire à une telle intervention rapide.

Giscard après son discours banal et passe-partout sur le désarmement n'a même pas eu les honneurs de la presse américaine. Tellement chacun sait qu'il s'agit de propos vides de signification. Par contre, le chef de l'impérialisme américain a tenu à féliciter Giscard pour l'intervention française au Shaba.

On ne peut pas dire que la politique de détente est ou sera remise en cause dans les jours qui viennent. Car il faut bien voir que cette politique a été et est voulue par les sommets de la bourgeoisie américaine. Il faudrait donc

(suite en page 2)

GUADELOUPE

LES NOUVELLES PLANTATIONS BANANIERES : une affaire entre gros propriétaires

La nouvelle d'une prochaine implantation de la banane dans les lieux aujourd'hui plantés en canne à sucre, soulève de nombreuses protestations.

Mais ceux qui crient le plus fort sont les planteurs de la région de Trois-Rivières-Capesterre. Ceux-ci, les Butel Max Martin parlent au nom des "petits planteurs" mais eux ne le sont pas. Les champs plantés par Max Martin sont comptés en centaines d'hectares.

La Société Agricole -propriétaire aussi de la SIS et donc d'usine à sucre et de champs de cannes aurait donc décidé d'étendre ses activités ou de remplacer celles-ci par des bananeraies dans la région de Sainte-Rose traditionnelle-ment plantée en canne à sucre.

Il serait question de planter un millier d'hectares ; ce qui produirait environ 30 à 40 000 tonnes de bananes d'exportation.

Les représentants de la SAG répondent aux attaques des planteurs déjà en place qu'ils ne réussissent plus dans le sucre, qu'ils veulent créer des emplois etc...

La réalité est plus simple. Les gros propriétaires, les actionnaires de la SIS SAG voient qu'il leur sera plus facile de ramasser d'importants profits en cultivent eux aussi des bananes, et en les exportant. Les intérêts des travailleurs n'ont rien à voir dans leur décision de

(suite en page 2)

FORT-DE-FRANCE

La greve continue à l'entreprise thermale Fontaine Didier

Lundi 29, la grève entre dans son 7ème jour et les travailleurs avec la même fermeté réclament la réintégration de leur camarade licencié.

Dans une réunion convoquée par l'Inspection du travail le lundi 29, Marsan tout en reconnaissant la légitimité des revendications salariales qu'il se dit prêt à satisfaire, a opposé un nouveau refus à la réintégration du travailleur licencié.

Or cette réintégration est la première condition à l'ouverture de toute discussion.

En fait ce directeur de choc serait prêt à lâcher sur les revendications, mais veut maintenir ce licenciement pour faire un exemple, contre tous ceux qui seraient tenter de refuser l'exploitation féroce qui règne dans son entreprise.

Quant aux grévistes, ils sont décidés à ne pas céder à ce petit patron de choc.

Ils réaffirment leur volonté de voir aboutir leurs revendications. Les grévistes avec à leur tête un Comité de Grève réclament :

- la réintégration de leur camarade ;
- une augmentation uniforme des salaires ;
- la suppression des heures supplémentaires ;
- le paiement des jours de grève.

MARTINIQUE

ASSEZ D'ACCIDENTS DE TRAVAIL !

La campagne de prévention des accidents du travail organisée par la sécurité sociale, s'est terminée la semaine dernière. En réalité, cette campagne d'informations s'est réduite à une simple distribution de fascicules dans les entreprises et à une exposition de panneaux et d'affiches dans les halls du Conseil Général.

Il faudra bien plus qu'une simple campagne d'informations pour faire cesser les accidents du travail : il faudrait obliger les patrons à respecter les consignes de sécurité et les normes légales de travail (qui d'ailleurs ne sont même pas ce qu'il y a de mieux en matière de sécurité) mais que les patrons bafouent en toute liberté. Les accidents du travail sont un véritable fléau (à la Mar-

(suite en page 2)

J. BIBRAC

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
3ème supplément au mensuel 87

EDITORIAL

(suite de la p.1)

d'impérieuses raisons pour que ceux-ci acceptent que Carter change de politique. Mais ce n'est pas impossible et cela pourrait se faire très vite. La détente n'est qu'un épisode dans la politique fondamentale de l'impérialisme américain. Celle-ci est en permanence axée contre l'existence même de l'URSS.

C'est l'existence de cet état issu, il y a longtemps, d'une révolution ouvrière qui permet à bien des états et mouvements de libération des pays opprimés de tenir tête à l'impérialisme, ou en tous cas de ne pas être entièrement écrasés par lui.

Alors changer de politique, passer de la détente à une nouvelle "guerre froide", maintenir le monde en haleine quotidiennement, et au bord de la guerre tout court, cela ne demandera pas des délais très longs.

Simplement, on n'en est pas encore là aujourd'hui.

GUADELOUPE

Les nouvelles plantations

(suite de la p.1)

planter ces mille hectares de bananiers. (Notons qu'il est aussi question de planter plus tard autant de surface en ananas !)

Mais les travailleurs n'ont pas non plus à être abusés par les propos larmoyants des Butel et Martin. Ces messieurs ne défendent pas les intérêts des petits planteurs et des ouvriers. Ils craignent tout simplement la concurrence d'un autre gros peut-être plus gros qu'eux-mêmes. Cette affaire-là ne concerne pas les travailleurs.

Qu'ils travaillent dans la canne ou dans la banane, ils devront toujours se battre pour obtenir des salaires décents et des conditions de travail au moins supportables.

En ce qui concerne les petits planteurs, ceux-ci ne doivent pas lier leur sort à celui des gros propriétaires comme les Butel, Dormoy, Martin et compagnie. Ils doivent mettre en avant leurs propres revendications. S'ils craignent la mévente de leurs produits ou des manipulations sur le prix de vente de la banane en France, ils doivent réclamer la garantie d'un revenu minimum par l'état. Mais pour y parvenir, ils doivent se battre indépendamment des Martin et Cie, car ces "gros" les tromperont toujours, se servant d'eux pour retirer les châtaignes du feu.

ACHETEZ LISEZ

LE PÉRIODIQUE COMBAT OUVRIER !!!

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

" LA SOUFRIERE, UN AN APRES "

GUADELOUPE

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-À-PITRE: LA MOBILISATION DU 26 MAI

Vendredi 26 mai, à l'appel de la CGT et de l'UDIC (Union pour la Défense des Intérêts Communs) de nombreux agents hospitaliers se sont réunis dans la cour de l'ancien hôpital en brandissant des pancartes qui dénonçaient les mauvaises conditions de travail qui existent à l'hôpital, et en particulier au centre Ricou.

Dans la foule se trouvait une malade qui exprima publiquement son indignation devant les mauvaises conditions d'hygiène à Ricou. Elle a souligné le fait que beaucoup de douches et de W.C. ne fonctionnent pas et malgré les nombreuses réclamations qui ont été adressées à l'administration,

celle-ci ne fait rien pour améliorer la situation. Les agents dénoncèrent aussi le manque de personnel et les aberrations organisationnelles que cela entraîne.

Ils furent reçus par le directeur économique qui ne donna aucune garantie aux employés, se contentant de faire des promesses. C'est alors que certains travailleurs brandirent la menace de la grève générale illimitée si satisfaction ne leur était pas donnée. Car avec l'ouverture du nouveau centre, les problèmes qui se posaient à Ricou, plutôt que de se résoudre, ont pris au contraire des dimensions catastrophiques...

MARTINIQUE

MONOPRIX : L'ESCLAVAGE SALARIÉ

En plus des bas salaires qu'elle donne à ses employés, la direction du Monoprix a trouvé deux autres façons de tirer d'eux le maximum de profits : d'une part en engageant des apprentis, d'autre part en ne payant pas les heures supplémentaires. Monoprix embauche des jeunes stagiaires sous contrat d'apprentissage, qui se relaient par groupes de 10 ou 15 tous les 15 jours. C'est la brève affaire pour les capitalistes de ce magasin car le salaire d'un apprenti est de 270 F au départ : autant dire que les apprentis qui font le même travail que les autres employés représentent un personnel à prix réduit pour les patrons. Et ils sont d'autant plus appréciables pour ceux-ci qu'ils n'ont aucun droit et qu'ils doivent être "dociles et soumis".

Car s'ils ont l'imprudence de protester contre leurs conditions de travail, les cadres leur font tout de suite savoir que la durée de leur stage

est terminée ! Autrement dit ils sont licenciés.

D'un autre côté la direction de Marsan a réduit les effectifs et elle oblige les employés, et particulièrement les manutentionnaires, à faire des heures supplémentaires, les faisant travailler comme des bêtes de somme, sous la surveillance d'un petit chef raciste venu de France. Mais elle ne paie pas les heures supplémentaires et ainsi chaque jour elle empoche des dizaines d'heures de travail gratuit.

Tous ces abus, une grosse société comme Monoprix peut se les permettre parce qu'elle se trouve dans un pays où le chômage est roi, et où toutes les lois et tous les règlements de l'état colonial sont au service des capitalistes. Aussi les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour mettre fin à une telle situation, en s'organisant et en luttant.

MARTINIQUE

ASSEZ D'ACCIDENTS DU

TRAVAIL (suite de la page 1)

tinique, de source officielle, 9 ouvriers chaque jour sont blessés) et les premiers responsables en sont presque toujours les employeurs. Car ce sont eux qui, pour des raisons sordides de profits et d'économies négligent la sécurité de leurs employés.

Si les contrôleurs de la Sécurité Sociale ne se montrent pas assez durs sur les lieux de travail avec les patrons, aux travailleurs de se battre et d'utiliser tous les moyens, légaux ou non, qui sont à leur disposition.

o - o - o
o - o
o

GUADELOUPE

GALA DE COMBAT OUVRIER

LE 17 JUIN A 19 HEURES A LA SALLE

DES MARINS - BAS DU FORT

AVEC : TI CELESTE

BALLETS DE GÉRARD FÉLIX

VÉLO - TAKOUTA

DANSE OU NATACHA ET JACQUES

DUVERGER, CONTEUR

BAL AVEC LES RYTHMO COMBO

RÉCLAMEZ VITE VOS CARTES A NOS
SYMPATHISANTS. INVITEZ VOS AMIS !